

CONFÉRENCE DE PRESSE DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, À SAN FRANCISCO, LUNDI 26 MARS 1984.

26 MARCH 1984 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Mesdames et messieurs,

- Je ne termine pas tout à fait cette journée puisque, dans un moment je serai devant un club où aura lieu une discussion que j'espère intéressante.

- Aujourd'hui a été consacré à la visite de Berkeley et de Stanford. Certains d'entre vous ont dû s'y trouver. J'ai eu l'occasion de m'exprimer devant la presse il n'y a pas si longtemps. Je reste donc à votre disposition pour toute information complémentaire. Peut-être aussi la presse propre à la Californie désirera-t-elle s'informer auprès de moi.

- QUESTION.- Monsieur le Président, quelles conclusions tirez-vous de votre visite à Stanford et à Berkeley en ce qui concerne d'une part les liaisons entre l'université et l'économie et d'autre part le développement de l'esprit d'entreprise en France ?

- LE PRÉSIDENT.- Eh bien ! c'est un exemple particulièrement typique et d'ailleurs fameux que celui que nous proposent ces deux universités. Dans le domaine propre que vous évoquez, on trouve à Stanford la jonction des trois éléments, avec une production scientifique très remarquable en recherche fondamentale si l'on en juge les distinctions obtenues par beaucoup de ces savants qui représentent un cénacle exceptionnel, je crois, au monde. Et puis, les grands industriels qui se trouvaient là sont vraiment à l'avant-garde, puisque certains d'entre eux, à partir de découvertes qui leur sont propres ou bien d'immédiates appréhensions de découvertes des autres qui se trouvaient là, ont osé et généralement réussi mais dans des proportions qui quelquefois étonnent les Européens. Cette symbiose représente ce qu'il convient de faire ailleurs et particulièrement en France.

- On a déjà quelques exemples de réussites de cet ordre - je pense en particulier à la ville de Toulouse - où l'université, la recherche, l'entreprise débouchent dans quelques domaines sur une progression extrêmement intéressante. Je pense à l'aéronautique, mais ce n'est pas la seule.

- Il faut que nous systématisions davantage, que nous donnions des chances à certaines lois et dispositions réglementaires ont été adoptées, mises en train, pour que le capital à risques joue sa chance et donc dispose d'un certain nombre de facilités. Il faut que beaucoup de cadres qui ont acquis la technologie nécessaire puissent devenir eux-mêmes des entrepreneurs s'ils en ont le goût : nous disposerions certainement là de milliers de personnes responsables, capables de donner un nouveau tour à l'industrie française dans les technologies de pointe. Car, pour ce qui touche à la recherche fondamentale, si nous avons des exemples à prendre à l'extérieur, nous sommes bien dotés en France.

- Ce qui est vrai de l'informatique, est vrai aussi de la biotechnologie. Je citais tout à l'heure l'exemple de l'Institut Pasteur et de l'Institut Mérieux, qui sont de grandes réussites.

- Mais enfin, dans tous les Etats-Unis d'Amérique Stanford c'est, avec le complexe de Boston et, d'une certaine façon, ce que nous retrouvons à Carnegie Mellon, près de Pittsburgh, ce qu'on est capable de faire de plus cohérent dans le domaine "recherche, technologie, entreprise". Je suis donc très satisfait de ce que j'ai vu et très heureux d'avoir pu rencontrer quelques-uns de ces savants et chercheurs dont la réputation est mondiale et qui, très gentiment, ont discuté avec mes amis français, ceux qui m'accompagnaient, d'un certain nombre de dispositions à prendre.

QUESTION.- Monsieur le Président, il y a quelques semaines on a cité à Paris, dans le magazine Time, Henry Kissinger, sur la possibilité de réorganiser l'Alliance atlantique, l'ancien chancelier de la République fédérale d'Allemagne `Helmut Schmidt` a répondu que c'était une question intéressante. Il m'intéresserait de savoir si la France sent aussi que peut-être on devrait avoir un dirigeant européen à la tête de l'OTAN ?

- LE PRÉSIDENT.- La situation de la France par rapport à l'OTAN est particulière. Nous appartenons à l'Alliance atlantique mais nous n'appartenons pas à son commandement intégré. C'est-à-dire que le problème du commandement militaire de l'OTAN n'est pas de notre domaine puisque nous avons un commandement nous, Français, autonome. Alors nous pourrions donner notre avis, naturellement, sur

ce qui se passe à côté, surtout à l'intérieur d'une même alliance et, cet avis, bien entendu, moi je pense que chacun des pays qui composent le commandement intégré a vocation selon le talent de ses généraux à assurer la direction générale. Je ne pense pas qu'il y ait d'incapacité naturelle mais la compétence est très bien répartie. Enfin, ce n'est pas l'affaire de la France donc je n'ai pas du tout d'avis à donner au-delà de ce que je viens de vous dire. De toute façon, pour nous, notre organisation militaire est sous le commandement de notre état-major, du Chef d'état-major, du ministre de la défense, du Premier ministre et, finalement, du Président de la République.\

QUESTION.- Il me semble que l'un de vos interlocuteurs, cet après-midi, a dit qu'il y avait des difficultés pour créer une nouvelle entreprise en France - c'est ce que je crois avoir compris - je voudrais savoir qu'elle est votre opinion pour améliorer cet -état de chose ?

- LE PRESIDENT.- Pour l'améliorer ? Mais en même temps, lorsque j'étais à Atlanta, nous avons rencontré aussi quelques grands industriels et l'un d'entre eux, dont on pourra vous donner le nom, disait que, précisément, il n'y avait pas de pays en Europe occidentale où il y ait autant de facilités que la France et la même réflexion m'était faite par le représentant de Ford, près de Bordeaux. Donc, vous voyez que les avis sont différents.

- Le premier industriel c'était, pour autant que je me souviens, le représentant d'une entreprise qui était dans l'Est de la France : la Franche-Comté. Je vais retrouver son nom et je vous le dirai.

- QUESTION.- Vous n'avez pas trouvé tout de même sévères les commentaires de vos interlocuteurs, aujourd'hui ?

- LE PRESIDENT.- Non, je ne m'en suis pas aperçu, pourquoi ? Dites-moi.

- QUESTION.- Il y avait un certain nombre de critiques...

- LE PRESIDENT.- Dans notre débat ?

- QUESTION.- Il m'a semblé.

- LE PRESIDENT.- Eh bien ! voyez, nous n'avons pas les mêmes oreilles... Naturellement, on a quelquefois des idées préconçues.

- QUESTION.- Monsieur le Président, vos interlocuteurs vous ont quand même dit qu'en France il n'y avait pas beaucoup d'esprit d'entreprise...

- LE PRESIDENT.- Non, ce qui m'est apparu comme le plus sensible et qui me paraît assez vrai, c'est surtout l'esprit commercial. C'est un peu différent et c'est pourquoi nous faisons un effort important et précisément un ministre du commerce extérieur `Edith Cresson` vient d'arriver pour essayer d'adapter les Français, les orienter davantage. Peut-être aussi faudrait-il un apprentissage des langues ... Nous mettons en train, pour l'instant, toute une série d'écoles de gestion, avec l'idée d'avoir une école de l'exportation qui permette à des jeunes gens d'être vraiment capables d'aller partout dans le monde et de vendre nos produits. J'en ai d'ailleurs précisément rencontrés à San Francisco quatre d'entre eux qui, parmi trois cents autres, font cela. Il y a un an, ils arrivaient du Japon, ils sont maintenant à San Francisco et je les ai retrouvés tout à l'heure à Stanford. Eux me disaient combien ils étaient satisfaits de cette expérience. Il faut la généraliser. Il faut que cela ne soit pas seulement trois cents jeunes gens, il faut qu'il y en ait beaucoup plus. Je crois que cette critique me paraissait juste, notre système commercial n'est pas à la hauteur de nos moyens de recherche et même de notre organisation industrielle. Tout cela dit d'une façon générale car il y a des entreprises qui sont remarquablement organisées, alors il faut faire attention à ne pas tomber dans l'excès.\

QUESTION.- Un des participants français à la réunion de Stanford qui vous accompagnait a parlé de la création, à la suite de votre politique, de blocs d'information technologiques, en disant qu'il craignait que ces blocs de pouvoirs soient dominés par les Etats-Unis. Je voudrais savoir si vous partagez cette opinion ?

- LE PRESIDENT.- Non, pas exactement par les Etats-Unis, il n'a pas dit cela. C'était à la suite d'une réflexion faite par l'un des participants américains qui avait lancé le débat sur ce terrain et il avait cité le Japon, lui. Alors le Japon, les Etats-Unis, et on a ajouté : pourquoi pas l'Europe, n'est-ce pas ? Mais je crois que c'est ensuite M. Stern qui a fait valoir que insensiblement et sans que ce soit véritablement l'objectif recherché, chacun de ces pays ou de ces ensembles de pays risquait de constituer des forteresses colossales par une avance considérable sur les autres, par des moyens de technologie qui, d'abord, démultiplient la productivité et ensuite peuvent s'emparer de toute une série de domaines

jusqu'ici ignore : dans le domaine de la médecine, dans le domaine de l'agriculture, dans l'ensemble des communications et dans bien d'autres domaines encore, enfin, les développements de l'ordinateur vous l'indiquent ... à partir de là, le décalage entre ces quelques pays ou ensembles et le reste du monde, créerait indiscutablement des pôles de pouvoirs que ces technologies incitent à accroître, pour peu que le pouvoir politique s'y prête. La thèse qui était développée par la personnalité française qui s'exprimait, c'était : attention, mieux vaudrait tendre à perpétuer les échanges internationaux comme ce fut le cas généralement jusqu'ici, et elle répondait aussi : l'Europe est capable de devenir un pôle de pouvoirs pour le moins égal à celui du Japon ou à celui des Etats-Unis d'Amérique. Que l'Europe y parvienne, mais qu'à partir de là s'établissent des échanges - peut-être même plus que des échanges - des transferts, peut-être plus que des transferts, des inter-connections d'intérêts à l'intérieur de chaque bloc ou de chaque groupe. Et je pensais que cette discussion, que vous avez d'ailleurs relevée, pouvait être l'amorce d'une discussion plus intéressante devant ce développement de la haute technologie.

- QUESTION.- Monsieur le Président, vous êtes venu en Californie pour observer un peu l'exemple américain en matière de haute technologie, qu'en est-il de l'exemple japonais... (inaudible).

- LE PRESIDENT.- Je ne vais pas revenir sur le Japon, on en a parlé - enfin ceux qui m'accompagnent dans ce voyage le savent -, il y a quelque temps.

- Je suis venu en Californie certes pour la journée d'aujourd'hui mais aussi pour la journée d'hier, pour le contact avec une ville extrêmement marquée par la France, ville dans laquelle les Français ou ce qui est issu des Français, gardent une tonalité et une présence, comme vous avez pu le remarquer lorsque nous étions à l'hôtel de Ville et puis, aussi sur le -plan culturel. Bon, alors les deux aspects doivent être réunis, pour bien comprendre cet arrêt un peu plus long qu'ailleurs à San Francisco et ses environs.\

QUESTION.- Monsieur le Président, votre prédécesseur à l'Elysée a dit hier que la crise économique mondiale était terminée si on observait l'évolution des économies allemande et américaine mais que, par contre, on vivait en France une crise du socialisme. Est-ce que vous acceptez ce jugement ?

- LE PRESIDENT.- On en parlera une autre fois, si vous voulez bien, ce n'est pas à San Francisco que je vais entrer en discussion avec mon prédécesseur. C'est un débat intéressant sur lequel nous n'avons pas, visiblement, le même point de vue. Qui est aujourd'hui dépassé, hein ?\

QUESTION.- Les Américains se sont retirés de l'UNESCO. Depuis lors, il y a six autres pays occidentaux qui ont l'intention de se retirer également, notamment la Grande-Bretagne, (inaudible) et les Pays-Bas. J'aimerais savoir quelles sont les intentions de la France et quel rôle va-t-elle jouer dans le futur au sein de cette organisation ?

- LE PRESIDENT.- Eh bien ! voyez, vous êtes mieux informé que moi : la position américaine d'abord je n'étais pas sûr qu'elle fût confirmée, cela reste à voir peut-être, ils avaient pris une décision mais je ne suis pas sûr que ... enfin on verra bien. Quant aux six autres ou aux cinq autres, je ne sais pas si vous comptez les Etats-Unis d'Amérique parmi ceux qui voulaient partir, je n'en ai jamais entendu parler. Donc, vous me prenez de court. Pour ce qui concerne la France, elle restera.\

QUESTION.- Monsieur le Président, nous aussi aux Etats-Unis nous avons eu l'impression que quand vous étiez dans l'opposition le socialisme représentait quelque chose de différent. Vous avez beaucoup critiqué la course aux armements et, maintenant, nous voyons que vous vendez autant d'armements que n'importe quel pays dans le monde. Et vous avez aussi au Tchad et ailleurs des engagements militaires. Qu'est-ce que ça représente pour vous la différence entre la politique militaire socialiste dans le monde et la politique de la droite, par exemple ?

- LE PRESIDENT.- Ecoutez, on ne va pas engager ce débat de fond comme ça, à cette heure-ci, à San Francisco, sérieusement. Je suis tout à fait disposé - d'ailleurs je vais le faire à Paris, le 4 avril, à répondre aux questions dans un ensemble, dans des conférences ou des débats qui durent une heure ou une heure et demie, mais enfin vous n'allez pas me faire reprendre le "BA = BA" de tous les débats politiques de ces dernières quarante années, comme ça. Alors vous me pardonnerez : à question évidemment agressive, mais exprimée très gentiment, il convient vraiment que j'aie une disposition d'esprit qui rende pour moi agréable ce débat, ce n'est pas le cas. Car ce n'est pas le moment de discuter de cela, d'autant plus qu'il y a d'autres que vous qui s'y intéressent. Quant à savoir ce qu'est exactement la signification de l'action socialiste, ne vous inquiétez pas, je m'expliquerai devant les Français.\

QUESTION.- Monsieur le Président. vous allez visiter demain la ferme de M. John Block en Illinois.

Comme vous savez, l'administration américaine est très critique à l'égard de la politique agricole européenne qui crée de grands excédents. Quelle est votre réponse ?

- LE PRESIDENT.- Ma réponse c'est que l'Europe fait beaucoup de critiques à la politique agricole américaine. Les deux critiques doivent se rencontrer au milieu de l'Atlantique. Voilà, les uns trouvent qu'ils sont protectionnistes, les autres trouvent qu'ils le sont encore plus et je crois que cela exige un bonne petite confrontation. Il faut qu'on mette tout sur la table et qu'on sache où est la réalité.

- Les Américains reprochent aux Européens - puisqu'il s'agit là de la Communauté `CEE` - d'avoir des prix garantis et une union douanière, et c'est vrai que l'Europe a précisément pour objet de créer une zone qui ne soit pas une zone de libre échange. C'est une vérité, c'est un fait politique. Mais l'Europe communautaire, en tant que telle, accepte les conditions de la libre concurrence.

- D'un autre côté, c'est vrai que l'Europe est parfois fâchée de voir les Etats-Unis d'Amérique protester contre le protectionnisme européen et employer elle-même des procédés de concurrence très contestables. Je me souviens du blocus sur le gaz soviétique dans le même moment où le blé était déversé dans les ports soviétiques. Chacun, en somme, cherchait à vendre ou acheter selon ses intérêts. Mais je crois que c'est bien comme cela, qu'il n'y a pas d'autre philosophie à chercher, à condition que cela soit un combat loyal puisque chacun se réclame d'une concurrence qui ne connaisse pas d'entrave excessive : il faut tout mettre sur la table, comme j'ai demandé à Copenhague, il y a déjà quelques mois `3 décembre 1982` dans un Sommet européen, entre pays européens qui se racontaient les mêmes histoires, qui se rejetaient les mêmes soupçons. On a fait des progrès, en particulier dans les normes, car les normes industrielles servaient d'alibis pour imposer des conditions commerciales impossibles. On a fait des progrès, surtout entre la France et l'Allemagne `RFA`. Il faut faire les mêmes progrès entre la Communauté européenne et les Etats-Unis d'Amérique. Savoir de quoi on parle, et je vous assure que ce serait une discussion qui serait bien utile et qui n'est pas si facile que cela.\

QUESTION.- Est-ce que la liaison directe, trop directe entre l'université et l'argent ne risque pas de poser dans notre pays des questions de principe, voire d'idéologie ?

- LE PRESIDENT.- Oh non, mais cela pose quand même des questions, vous avez raison de le dire, de sérieuses questions. Il n'empêche que nous avons intérêt à ce que l'université ne soit pas coupée de la vie économique du pays, que les étudiants qui sortent de nos universités puissent se pencher directement sur la responsabilité. Soyons justes, votre question pose un vrai problème, on ne peut pas y répondre simplement par la négative, au nom de je ne sais quelle idéologie d'ailleurs. Je me demande quelle idéologie pourrait souhaiter - enfin si, je vois bien laquelle - que l'argent soit maître de l'université, mais je ne connais pas d'idéologie qui voudrait que l'université soit finalement coupée du reste du monde.\

QUESTION.- (inaudible)... Discuté avec beaucoup d'hommes politiques ... le fait que la France ait un Président socialiste, un gouvernement socialiste avec des ministres communistes gêne-t-il toujours certains Américains ?

- LE PRESIDENT.- C'est bien possible, mais je ne m'en suis pas beaucoup aperçu. Certainement, il y a des Américains qui pensent ainsi - enfin, vous en connaissez sûrement, moi je n'ai pas vu beaucoup de gens dans la rue, ce n'est pas le type de voyage qui s'y prête - Un voyage officiel, un voyage d'Etat, c'est toujours quelque chose d'assez stéréotypé, on vit beaucoup dans des hôtels internationaux et on rencontre des gens très intéressants, très sérieux, qui vous apportent des informations très utiles, mais ce que l'Américain pense, je serais naturellement très présomptueux si je pouvais le dire après cette brève incursion à l'intérieur de ce pays. En tout cas, permettez-moi de vous répondre d'une façon qui ne veut pas du tout être impertinente : cela nous regarde, nous Français. Cela nous regarde, ça ne regarde pas les autres et si ça les gêne, tant pis. Mais dans la façon dont les choses se déroulent, je n'ai pas à m'en plaindre. On est très courtois avec moi et finalement je ne peux pas manquer d'observer qu'entre 1980 et 1984, ce n'est pas tout à fait la même chose.\

QUESTION.- Vous disiez hier que vous alliez dans le Middle West, (inaudible) vous receviez tant de matériel agro-alimentaire en France et que les Etats-Unis n'en achètent pas autant que la France en reçoit. Ma question est sur le -plan culturel. Est-ce qu'il ne serait pas possible de voir pourquoi est-ce que la France reçoit tant de rock and roll et de films américains et n'exporte pas autant. N'a-t-elle pas un intérêt à exporter cette chanson française, ce film français, cette littérature française plus

intensément que maintenant ?

- LE PRESIDENT.- Là, vous rencontrez tout à fait mon sentiment. Pour cela il faudrait produire assez. Il faudrait peut-être prendre des dispositions pour faciliter le passage de la production française à la vente à l'extérieur. Je pense en particulier à la politique du disque.

- Mais, le film français est en bonne santé. Le film français, le cinéma français a connu depuis trois ans vraiment un essor important. On dit, mais je ne suis pas capable de vérifier cela, que c'est le deuxième après les Etats-Unis d'Amérique, qui ont une production considérable, c'est le deuxième cinéma dans le monde. Je ne dis pas forcément en qualité toujours, parce qu'il y a d'admirables films qui viennent d'Italie, d'Allemagne, du Japon, etc. Je ne dis pas cela, enfin, c'est une industrie qui fonctionne bien, sur une base de réussite esthétique et artistique assez remarquables.

- Mais moi je ne me plains pas du tout qu'il y ait en France tous ces rocks qui se déversent. Après tout nous allons construire précisément une douzaine de salles de rock dans l'ensemble du territoire, c'est bien pour qu'on y fasse du rock. Et puisque cela plaît à la jeunesse, je ne vois pas pourquoi ça me gênerait, d'autant plus que moi, je l'aime beaucoup aussi, je vous le signale donc je ne pourrais qu'encourager.\

`suite réponse sur l'exportation des films français`

- Alors, c'est vrai aussi que le film américain dispose de moyens importants. Il a un très vaste marché et est donc très largement amorti lorsqu'il aborde les pays étrangers. Les séries de télévision, c'est la même chose. Donc il y a une facilité commerciale à l'avantage des Etats-Unis d'Amérique pour l'instant.

- Voilà pourquoi, je pense que sans vouloir entrer dans une bataille inutile, il faudrait que nous soyons un peu plus vigilants en France pour nourrir le contenu de nos productions artistiques. Au moment où vont se développer les satellites et les câbles, nous ne voyons pas pour l'instant le contenu culturel de ces puissants moyens qu'il convient de pousser au maximum, nous ne voyons pas encore très bien comment fournir le contenu propre à notre forme de culture. Alors j'alerte tout le monde parce que c'est un sujet qui m'intéresse beaucoup.

- QUESTION.- Je pensais aussi à la disparition de Téléfrance récemment.

- LE PRESIDENT.- Téléfrance, d'après les informations qui m'ont été fournies, il y avait un gouffre financier. Alors en général, ceux qui supportent ces entreprises qui sont tout de même des entreprises commerciales - je pense que Gaumont est intéressée à cela - regardent à deux fois lorsque cela représente des frais jugés excessifs par eux, lorsqu'il y a un problème de rentabilité. Si l'on trouve une combinaison qui apporte une solution, même avec l'appui du gouvernement français ou de sociétés, comme la Sofirad, pourquoi pas ? Mais l'effort doit être fait par les intéressés eux-mêmes. Moi, je serais tout à fait au regret que cette information française puisse disparaître. Voilà, pour l'instant, j'ai appris comme vous qu'il y avait crise, parce que cela coûtait trop cher.\

QUESTION.- (inaudible) et pensez-vous que la coopération franco - américaine puisse bientôt s'appliquer également à l'industrie du vin ?

- LE PRESIDENT.- Nous y sommes disposés dans tous les domaines. On y est quand même pour quelque chose dans la qualité du vin californien. Moi, d'ailleurs, j'apprécie bien le vin californien, je n'ai rien contre et j'estime qu'il y a de très très bonnes réussites. Non, ce n'est pas pour l'instant un grand problème. Il y a eu des menaces, à un moment, ça a traversé l'air, c'est venu jusqu'à moi, mais pour l'instant, non, il n'y a pas de menace particulière. Il y a des problèmes sur le vin, en France, vous en avez peut-être entendu parler mais ce n'est pas exactement celui-là. Je vous signale que les Etats-Unis d'Amérique achètent en quantité, en très grande quantité des vins italiens, des vins allemands plutôt que français, mais que sur le -plan de l'exportation en valeur, la France reste quand même en tête. En quantité, elle vient en troisième rang, peut-être en quatrième, par -rapport aux vins espagnols, mais je ne peux pas l'affirmer.\

QUESTION.- Quelle impression dominante de la région de San Francisco rapporterez-vous à vos compatriotes ?

- LE PRESIDENT.- C'est un pays formidable. Il est beau, le mode de vie est très attirant il a déjà quand même une histoire, qui est très significative, c'est un centre intellectuel. Il est entouré de très grands centres scientifiques, il est difficile de faire mieux, mais ce n'est pas si mal là-bas non plus, à dix mille kilomètres d'ici.\

QUESTION.- D'après les informations que vous avez reçues, comment voyez-vous l'avenir de la France ?

QUESTION.- Pensez-vous avoir pu faire évoluer la position du Président Reagan sur l'Amérique centrale vers une position plus proche de la vôtre, qui est plus conciliatrice ?

- LE PRESIDENT.- Mais, madame, je me suis exprimé, y compris au Congrès en disant clairement ce que je pensais de quelques problèmes et particulièrement de celui-là. Je l'ai dit avant, je le dis pendant, et je le dirai après. Est-ce que j'ai convaincu, je n'aurai pas cette prétention. J'ai dit ce que je pensais et dans les discussions que nous avons eues, j'ai eu l'occasion de le répéter. Ce n'est pas une agression contre mes hôtes américains qui me reçoivent bien, c'est l'affirmation, sur ce -plan et sur quelques autres, de positions françaises en lesquelles je crois.

- Ainsi ai-je développé quelques thèmes sur la relation Nord - Sud, sur le système, ou l'absence de système monétaire international, j'ai même traité de façon plus cursive, disons, les questions que je me posais quant à l'échange agro-alimentaire. Je sors ce papier parce que j'ai noté l'ensemble des questions que j'ai abordées avec le Président Reagan, MM. Shultz et Bush : les relations Est - Ouest, on s'en doute, le Liban, la guerre Iran - Irak, l'Amérique centrale, le problème des technologies de pointe dans le commerce Est - Ouest - qui contrairement à certaines informations qui m'ont été communiquées, a fait l'objet d'un long échange de vues lors du petit-déjeuner que j'ai eu avec le Président Reagan - la situation de la Communauté économique européenne `CEE`, le problème des produits agricoles, des marchés agro-alimentaires, qui a déjà justifié deux ou trois questions ce soir, et puis de rapides observations sur le niveau fluctuant du dollar et sur la dette du tiers monde. On a eu un sujet hâtivement traité parce que nous avons tout de suite été d'accord sur l'envoi d'un astronaute français dans le ciel par coopération avec les Américains. Voilà, alors je vous en fais le tour, c'est vous dire qu'on a dit beaucoup de choses. Pour certains de ces sujets, qui ont été esquissés, il n'y avait pas matière à discussion approfondie, d'autres ont été situés au centre de nos débats, mais nous avons eu l'occasion d'en parler et nous en reparlerons avant la fin de ce voyage. Je vous remercie.\

QUESTION.- Monsieur le Président, sur la dette du tiers monde (inaudible) surtout sur le -plan financier pour les pays du tiers monde. Et je voudrais savoir pourquoi la France a réduit son aide en ce qui concerne certains pays, comme par exemple le Nicaragua ?

- LE PRESIDENT.- Madame, cela c'est vraiment, je m'excuse de vous le dire, beaucoup d'ignorance de ce problème, bien qu'il vous tienne à coeur à l'évidence, c'est beaucoup d'ignorance parce que la France est un des très rares pays du monde à avoir accru leur aide aux pays en voie de développement. Alors que certains grands pays se sont retirés, dans une large part, de l'aide qu'ils apportaient aux pays du tiers monde et particulièrement aux pays d'Amérique centrale ou d'Amérique latine, la France a accru sa part, au point que dans un budget qui ne s'est accru de 12 à 15 % les aides aux différents pays du tiers monde. Nous avons accru notre participation à l'AID, alors que quelques grands pays s'en retiraient, donc je n'accepte pas ce genre d'observation.

- Notre assistance au Nicaragua continue sur le -plan de l'alphabétisation, c'est-à-dire de l'enseignement, elle continue sur le -plan des médicaments, sur le -plan de l'aide qui nous paraît devoir être apportée par la France. Nous avons il y a quelque temps apporté une aide dans les équipements militaires sous forme d'hélicoptères, nous n'allons pas recommencer - d'abord après tout en ne nous l'a pas demandé - mais nous ne voulons pas non plus, comme le disait monsieur, être des fournisseurs d'armes dans les endroits où effectivement se déroulent des conflits à chaud, en tout cas nous voulons au maximum éviter de telles situations lorsque nous n'y sommes pas contraints.

- Voilà la réalité, je vous réponds là-dessus parce que c'est un sujet qui me tient à coeur. Je vous remercie.\